

Complément de revue de presse du 23 avril au 29 avril

La commande des 100 TGV du futur suspendue à une annonce sur les péages ferroviaires

SNCF Mobilité, l'entité chargée de faire rouler les trains, doit acheter les TGV. Mais la rentabilité du futur investissement sera notamment déterminée par le niveau de péages fixé par SNCF Réseau. Et le contrat de performance SNCF Réseau-Etat prévoit une poursuite des hausses de péages : sur la période 2017-2026, la progression annuelle moyenne est de 2,8 %, avec une accélération en fin de cycle à 3,6 %. A ce niveau-là, hors de question d'acheter de nouvelles rames. SNCF Réseau doit alors remettre à plat ses tarifs. Les discussions avec l'Etat ont déjà commencé, sur une hausse des gains de productivité, des investissements, ainsi que la question de la dette. Mais ces sujets ont été dissociés de l'annonce sur les péages, ce qui rend possible une commande de TGV en juin, comme l'évoquait Bruno Le Maire.

Source : [Les Echos \(19 avril\)](#)

Quand la PAC finance la pollution

C'est essentiellement sur la base du nombre d'hectares de terres cultivables que sont calculées les subventions qui sont versées aux exploitations. Cela incite donc à agrandir la taille de sa ferme en cultivant davantage d'hectares, d'une part. D'autre part, cela pousse à intensifier les productions qui se font sur des petites surfaces comme les cochons et les poulets.

Source : [Greenpeace \(24 avril\)](#)

GreenPeace découvre le modèle ultra-productiviste imposé par l'UE que l'UPR dénonce depuis plus de 10 ans. Au contraire, l'UPR prévoit de renouer avec la qualité et les terroirs, et de donner [une nouvelle jeunesse pour l'agriculture familiale](#).

Des syndicats européens affaiblis

Le taux de syndicalisation en France, Pays-Bas, Irlande, Grande-Bretagne ou Suisse, a chuté de plus d'un tiers, selon l'OCDE. En Europe, le taux de syndicalisation est très variable et difficilement comparable tant les systèmes diffèrent. De près de 10 % en France ou en Pologne, il frôle les 20 % en Allemagne et en Espagne et culmine à près de 70 % en Suède et Finlande. En 2015, deux chercheurs du Fonds monétaire international (FMI) ont publié une étude montrant que le déclin des syndicats dans les pays riches a aggravé les inégalités sociales. Un déclin qui a réduit "la capacité de négociation" des salariés au bénéfice des actionnaires et des plus gros revenus.

Source : [Euractiv \(27 Avril\)](#)

Bien sûr, on ne s'interroge pas plus ici qu'à la CGT sur le lien entre d'une part le déclin du syndicalisme de transformation sociale (et même simplement de défense des conquêtes sociales), et d'autre part la soumission à la construction européenne. Pour les syndicats aussi, il n'y a pas d'alternative à l'Europe. Les syndicats, [faisant partie de confédération européenne des syndicats](#), ne vont pas mordre la main qui les nourrit : ils sont chargés de canaliser la colère sociale amenée par les politiques ultra-libérales inscrites dans le marbre des traités européens. Quelle trahison des travailleurs !

Bande de Gaza : un deuxième journaliste palestinien est mort

Le journaliste Ahmed Abou Hussein, 25 ans, atteint par des tirs de soldats israéliens, a succombé à ses blessures. Ce décès porte à 41 le nombre de Palestiniens tués par des tirs israéliens dans la bande de Gaza depuis que des dizaines de milliers de Palestiniens se rassemblent près de la frontière pour revendiquer leur droit de retourner sur les terres qu'ils ont quitté à la création d'Israël en 1948. L'armée israélienne est en butte aux accusations d'usage excessif de la force et à des demandes d'enquête indépendante.

Source : [Le Parisien \(25 avril\)](#)

«Sale guerre en Syrie»: l'ex-leader des Pink Floyd dénonce les Casques blancs

Lors de son concert à Barcelone, Roger Waters, co-fondateur et ancien leader du groupe Pink Floyd, [a dénoncé les mensonges et l'hypocrisie des Casques blancs](#), «structure propagandiste» qui «coopère étroitement avec les djihadistes en Syrie». Les Casques blancs ont été les premiers à rapporter l'attaque chimique présumée à Douma le 7 avril. Les images diffusées sur les réseaux sociaux ont été la justification des frappes des États-Unis et de leurs alliés.

Source : [Sputnik \(24 avril\)](#)

La Russie ne croit pas en un désengagement des États-Unis de Syrie

En visite officielle en Chine, le ministre russe des Affaires étrangères a déploré la «posture coloniale» de la France en Syrie du fait des déclarations du président Macron sur le maintien de forces militaires en Syrie même après la disparition des terroristes. Malgré l'annonce de Donald Trump sur le retrait des américains de Syrie, le ministre russe ne

pense pas que les américains souhaitent s'en aller.

Source : [RT \(24 avril\)](#)

L'excès de zèle du président Macron rappelle la [posture guerrière du président Hollande](#). La France pourrait sauver le peu d'honneur qui lui reste en se retirant du conflit syrien, dans lequel elle est engagée de manière illégale, et de plus seulement pour servir des intérêts géopolitiques américains.

L'initiative citoyenne européenne « Un de nous » rejetée par la justice européenne

Les initiatives citoyennes européennes (ICE)

Les initiatives citoyennes européennes ont été mises en place par le traité de Lisbonne. Elles prévoient que les citoyens puissent demander à la Commission de rédiger un projet de loi sur une question qui rassemble au moins un million de signatures d'au moins sept États membres.

Sur le site du journal européiste Toute l'Europe, le cadre légal de l'ICE est explicite : « la Commission a quatre mois pour se prononcer sur le fond, et expliquer ce qu'elle compte faire. Elle n'est pas obligée d'agir, et doit expliquer les raisons qui la poussent à ne pas donner suite. »

Source : [Toute l'Europe \(21 février 2018\)](#)

L'initiative citoyenne européenne « Un de nous » rejetée par la justice européenne

¹ Parties défenderesses : Parlement européen, Commission européenne et Conseil de l'Union européenne.

² Parties requérantes: Initiative citoyenne européenne « Un de nous » et autres (représentant: Me Claire de la Houghe, avocat)

L'initiative [« Un de nous »](#), coordonnée par l'association pro-vie Alliance Vita et la fondation Jérôme Lejeune a réuni 1,7 million de signatures afin de faire interdire le versement de financements européens aux cliniques pratiquant l'avortement. La coordination a été auditionnée au Parlement européen, mais n'a pu convaincre la Commission européenne d'agir. [Dans sa réponse](#), l'institution bruxelloise s'est opposée à l'interdiction de la recherche sur les embryons humains prônée par « Un de nous », en soulignant l'importance des cellules souches embryonnaires pour l'avancée de la recherche médicale. Elle a estimé que les garde-fous en place dans l'Union européenne (interdiction du clonage humain, de la modification génétique, etc.) étaient suffisants pour garantir un cadre éthique, et a assumé le fait de financer des politiques d'avortement par des politiques de développement en direction des pays en développement. Dénonçant une décision [« contraire aux exigences éthiques et démocratiques »](#), la coordination a contesté la décision devant la Cour de justice européenne. Dans [une décision publiée le 23 avril 2018](#), le Tribunal de l'UE a jugé que l'initiative citoyenne lancée par des militants « ne saurait contraindre la Commission à soumettre une proposition d'acte juridique ».

Source : [Euractiv \(25 avril 2018\)](#)

Cette décision prise par le Tribunal de la Cour de Justice de l'Union Européenne est **un vrai cas d'école**. Il nous a semblé nécessaire d'apporter notre éclairage à cette affaire pour comprendre les vrais « ressorts » et aussi pour témoigner concrètement de ce qu'est l'UE pour les citoyens que nous sommes tous.

Commençons par reprendre le début du [communiqué de presse de la CJUE](#) :

Le Tribunal de l'UE confirme la décision de la Commission de ne pas soumettre de proposition législative dans le cadre de l'initiative citoyenne européenne «Un de nous».

La Commission a en effet suffisamment motivé sa décision et n'a pas commis d'erreur manifeste dans son appréciation de la situation juridique.

C'est en ces termes qu'a été rendue ce lundi 23 Avril 2018 la décision de la cour de justice européenne suite au recours formulé par l'association « *Un de nous* » dans le cadre de son Initiative Citoyenne Européenne en faveur des droits humains.

La Cour européenne par cette décision reprend ainsi à son compte la réponse de la Commission et déclare irrecevable le recours légalement formé par l'ICE « *Un de nous* ».

La Cour européenne a manqué de neutralité et s'aligne aux arguments de la partie défenderesse¹ malgré les erreurs et l'insuffisance des réponses apportées par la commission.

[Analyse et éclairage des moyens invoqués par l'association « Un de nous »](#) :

Premier moyen tiré du caractère insatisfaisant de la réponse de la Commission à la proposition législative et aux questions

soulevées par les requérantes ² , [...] en ce que 1) elle n'a pas répondu au fait que l'embryon est un être humain et 2) elle n'a pas abordé les contradictions manifestes.

Il s'agissait pour l'association de relever les incohérences du parlement européen en s'appuyant sur des choix antérieurs adoptés par la commission et par la cour de justice européenne :

la Cour de justice de l'UE avait conclu à l'interdiction de breveter une invention qui « requiert la destruction préalable d'embryons humains ou leur utilisation comme matériau de départ » alors que dans le même temps « le parlement finançait à hauteur de 50 millions des programmes de recherche impliquant la destruction d'embryons humains de 2007 à 2013 ».

Source : [La Croix \(15 juillet 2013\)](#)

L'idée étant pour l'association d'inviter plus généralement Bruxelles à réfléchir sur l'ambiguïté de sa position en matière de respect du vivant et de bioéthique vis-à-vis de pratiques biomédicales liées à l'utilisation d'embryons humains vivants.

Le second s'appuyait sur une proposition de résolution « [sur la santé et les droits sexuels et génésiques](#) » (SDSG), rejetée au Parlement européen mardi 22 octobre 2013 » notamment pour des raisons de statuts juridiques liés à « l'illégalité de la démarche puisqu'il s'agissait d'une compétence exclusive des états membres et non de l'union européenne ».

Source : [Un de Nous \(4 novembre 2013\)](#)

Deuxième moyen tiré de la violation du processus démocratique,

dès lors que la Commission :

- n'a pas motivé son refus de transmettre la proposition des requérantes au Parlement ;
- a interprété de façon erronée les exigences du [règlement n° 211/2011](#) et a maintenu son monopole sur le processus législatif, en violation des dispositions des traités sur le dialogue institutionnel ;
- n'a pas présenté ses conclusions juridiques et politiques séparément, comme l'exige [le règlement n° 211/2011](#).

Troisième moyen tiré de la non-conformité du [règlement n° 211/2011](#) aux traités. Les requérants font valoir que :

- Les objectifs du Traité de Lisbonne d'améliorer la légitimité démocratique et d'encourager la participation des citoyens au processus démocratique sont vains si une initiative citoyenne peut être rejetée par la Commission pour des raisons subjectives ou arbitraires, sans qu'elle soit examinée par le Parlement ;
- L'état de droit est violé si la décision de la Commission n'est pas susceptible de contrôle juridictionnel.

En d'autres termes, l'avocate avait finement pointé les carences de la commission en soulevant les nombreuses irrégularités de sa réponse (allant jusqu'à considérer son refus d'arbitraire) de telle sorte qu'il semblait facile pour la cour d'examiner objectivement les moyens et principaux arguments invoqués par l'association à la lumière des conclusions de la commission.

Conclusion

La cour de justice européenne a tranché en faveur de la commission.

Compte tenu du taux de validation des pétitions très faibles : sur un total de 60 ICE seules 4 ont pu être validées par la commission depuis 2012 soit moins de 7% pour 93% de refus, les ICE il sont l'illustration parfaite du déficit d'intérêt démocratique

A cela s'ajoutent en plus sur le papier les critères très coercitifs pour pouvoir déposer une pétition avec $\frac{1}{4}$ des états membres de l'Union devant participer à l'ICE pour un minimum de 5% des citoyens par pays signataires sur le million de voix nécessaires au final.

Et après cela pensez-vous que le plus dur est derrière vous ? ...que votre pétition aura toutes ses chances d'être examinée par le parlement ? Que nenni, les statistiques sont implacables ! Aucune ICE n'a pu remonter jusqu'au parlement depuis que l'Initiative Citoyenne existe.

La commission statuant sur les demandes refoule systématiquement celles-ci, même lorsque le sujet évoqué est conforme aux compétences du parlement. Comme le souligne l'association « Un de nous » dans son recours : « **la commission maintient un monopole sur le processus législatif** »

En clair, on fait croire aux citoyens qu'ils sont conviés à légiférer avec le parlement **sur les sujets qui les concernent**, sauf que dans la pratique c'est plutôt « Chacun son métier, et les vaches seront bien gardées ».

De telle sorte que cela montre le peu d'égard accordé aux citoyens par Bruxelles sur les grands enjeux sociétaux. Cela correspond tout à fait à [la vision qu'ont les élites européistes de la démocratie et la souveraineté populaire.](#)

Pour aller plus loin :

Qui fait la loi à Bruxelles

(Entretien avec Valérie BUGAULT – Avril 2015, – Qu'est-ce que l'initiative citoyenne ?, – l'initiative citoyenne européenne, un leurre ?, – Union européenne : les lobbies font-ils la loi à Bruxelles ?)

Rachid S.

Rémi T.

Alexis Comte

Dossier spécial Syrie

Voici une compilation d'articles afin de mieux comprendre les enjeux Syrien et apporter des éléments de lecture.

Analyses

Plusieurs personnalités ont fourni leurs analyses et commentaires sur ces frappes.

François Asselineau

António Guterres (secrétaire général des Nations Unies)

Charles Gave

Tout le monde au Moyen-Orient connaît la blague du scorpion et

de la grenouille. Un scorpion veut traverser une rivière et demande à une grenouille de le porter sur son dos. La grenouille refuse en lui disant qu'elle craint d'être piquée, ce à quoi le scorpion répond que ce serait idiot de sa part puisque tous les deux se noieraient. Bonne fille, la grenouille, convaincue par l'argument, accepte de faire traverser le scorpion. Au milieu du fleuve, bien entendu, le scorpion pique la grenouille qui avant de couler lui demande » Mais pourquoi as-tu fait ça ? » Et le scorpion de répondre « parce que nous sommes au Moyen-Orient ».

<http://institutdeslibertes.org/mais-que-se-passe-t-il-au-moyen-orient/>

Caroline Galactéros

En s'associant à la curée sans attendre des preuves véritables de culpabilité, la France vient de perdre toute chance de compter avant longtemps au Moyen-Orient d'où ses colossales erreurs d'appréciation et ses décisions l'ont expulsée depuis déjà quelques années.

<https://www.lecourrierderussie.com/opinions/2018/04/syrie-la-loi-de-la-jungle/>

Emmanuel Todd

Une analyse top niveau d'Emmanuel Todd sur la situation en Syrie et dans l'empire après les bombardements de la coalition occidentale sur Damas.

<https://yetiblog.org/emmanuel-todd-il-ne-sest-rien-passe-en-syrie-loccident-est-perdu/>

Jacques Sapir

Une action, dont on ne mesure pas les conséquences, peut-être qualifiée de stupide. Une action dont les conséquences vont à l'opposé des objectifs affichés est certainement stupide. Cette frappe se qualifie comme stupide sur ces deux terrains.

<https://www.les-crises.fr/russeurope-en-exil-stupidite-et-irresponsabilite-par-jacques-sapir/>

Bruno Guigue

[Salve de missiles dans le ciel de Damas](#)

Régis Chamagne

Le prétexte d'une attaque chimique de la part de Bachar el-Assad n'est pas crédible et un enfant de 10 ans peut le comprendre. [Les vraies raisons](#) qui font que les Anglo-Américains en veulent à la Russie sont ailleurs et ces raisons n'ont pas disparu. La pression est retombée momentanément mais il y a à parier qu'elle resurgira sous une autre forme. Jusqu'à ce que, finalement, le XXI^e siècle s'ouvre sur un monde multipolaire respectueux du droit international.

[La baudruche se dégonfle](#)

Craig Roberts

[Are We Over the US/UK Fomented Crisis In Syria?](#)

Jean Lassalle

En attendant vos preuves irréfutables après le terrifiant forfait dans lequel vous avez commis la France, M. Macron, je ne vous reconnais plus comme Président de mon pays. [#Syrie](#)

– Jean Lassalle (@jeanlassalle) [April 14, 2018](#)

Jean-Luc Mélenchon

Jean Frédéric Poisson

les frappes en Syrie en coopération avec les Etats-Unis sont une «soumission de la France à la diplomatie américaine et une violation du droit international» «C'est totalement irresponsable»

Xavier Moreau

Emmanuel Macron vient de s'offrir sa première humiliation internationale

Déclaration conjointe des patriarchats grec-orthodoxe, syriaque-orthodoxe et grec-melkite catholique d'Antioche et tout l'Orient sur le bombardement de la Syrie

Nous, les patriarches : Jean X, patriarche grec-orthodoxe d'Antioche et tout l'Orient, Ignace Ephrem II, patriarche syriaque-orthodoxe d'Antioche et tout l'Orient, et Joseph Absi, patriarche grec-melkite catholique d'Antioche, d'Alexandrie et de Jérusalem, condamnons et dénonçons l'agression brutale qui a eu lieu ce matin contre la Syrie, notre pays si cher, par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, selon les allégations de recours aux armes chimiques par le gouvernement syrien.

<http://www.voltairenet.org/article200760.html>

Observatus Politicus

Un blog très bien sourcé et qui produit des analyses pertinentes avec beaucoup d'humour.

<http://www.chroniquesdugrandjeu.com/2018/04/premiers-elements-de-la-scene-du-crime.html>

Dominique Delawarde

Officier de l'Armée de Terre et ancien Saint Cyrien, le général [Dominique Delawarde](#). a été chef du bureau Situation-Renseignement-Guerre Électronique de l'État major Interarmées de Planification Opérationnelle.

<https://reseauinternational.net/frappes-sur-la-syrie-resultats-consequences/>

Michel Raimbaud

Ancien ambassadeur de France au Soudan, en Mauritanie et au Zimbabwe. Auteur de *Tempête sur le grand Moyen-Orient* (Ellipses, 2015). S'exprime pendant [Le débat d'Europe Soir – Frédéric Taddeï – L'intervention militaire française en Syrie en débat – 16/04/18](#)

Michel Raimbaud sur l'intervention militaire française en Syrie : "C'est une intervention qui est parfaitement illégale du point de vue international" [#E1SoirLeDebat pic.twitter.com/ArF0SbaXIm](#)

– Europe 1 ☐ (@Europe1) [April 16, 2018](#)

Une guerre implacable, sauvage, meurtrière et destructrice, fait rage en Syrie depuis mars 2011. Devenue universelle grâce au renfort venu de 120 pays que l'Empire Atlantique a pu attirer dans sa galère, elle menace ces jours-ci de dégénérer en un conflit mondial au sens plein et entier du terme.

[Allons enfants...Halte à la guerre infâme !](#)

Le Groupe Modem à l'Assemblée

Vous dites que la France a toujours été en première ligne pour dénoncer les violations du droit international

Et pourtant cette frappe sur la Syrie est en TOTALE violation du droit international. Sans aucun mandat de l'ONU, sans aucune preuves

– Alexis Comte ☐ ☐☐ (@ComteAlexis) [April 16, 2018](#)

Majed Nehmé

Ancien opposant syrien et rédacteur en chef d'Afrique-Asie

[3 questions à Majed Nehmé sur les frappes en Syrie](#)

Patrick Le Hyaric

[Emmanuel Macron au Parlement européen](#)

Ce matin, au Parlement européen face à Emmanuel Macron : "c'est une Europe solidaire qu'il nous faut inventer"- -Pour suivre toutes actualités en vidéo abonnez vous à ma page Youtube : <https://www.youtube.com/PatrickLeHyaricOfficiel>

Gepostet von [Patrick Le Hyaric](#) am Dienstag, 17. April 2018

L'intervention du représentant syrien à l'ONU après l'attaque du 14 avril

Vous ne risquez pas d'entendre cette intervention sur les médias censés vous en tenir informé. Et pourtant il est impossible de se faire une opinion crédible sur un conflit sans accepter d'en écouter toutes les parties.

<https://yetiblog.org/desintox-intervention-du-representant-syrien-onu/>

Le monde au bord de la guerre

Un avion de chasse russe a menacé un navire de la marine française en Méditerranée

Le navire en question était l'*Aquitaine*, un fleuron de la marine nationale française.

Source : [BFM TV \(10 avril\)](#)

Commentaire : les relations sont au plus bas entre la France et la Russie. Mais quel est donc notre intérêt à une telle détérioration, alors que l'histoire montre pourtant que toutes les périodes de rapprochement entre France et Russie ont été fastes ?

« Tout missile américain tiré sur la Syrie sera abattu », prévenait Moscou

L'ambassadeur russe au Liban précisait dans la foulée que les sites de lancement de ces missiles seraient également visés.

Source : [Guadeloupe.fr \(11 avril\)](#)

Commentaire : voilà un engagement très concret de la part de la Russie, qui pouvait entraîner la destruction d'un navire américain... un tel événement n'aurait-il pas immédiatement été récupéré par tous les médias occidentaux pour justifier une entrée en guerre contre la Russie, puissance nucléaire ? Une attitude occidentale sage aurait donc été de chercher l'apaisement, d'autant plus qu'aucune preuve ne permet d'incriminer la Syrie dans l'affaire de Douma... – et même l'existence de cette attaque chimique est litigieuse, comme il a été dit plus haut.

Trump : « Tiens-toi prête, Russie, les missiles arrivent ! »

Le président américain menace la Russie et traite al-Assad d'animal.

Source : [l'Obs \(11 avril\)](#)

Commentaire : il y a un risque que les événements puissent dégénérer en guerre mondiale, et les États-Unis ajoutent de l'huile sur le feu... quel sens des responsabilités ?

La Russie ne peut exclure le risque d'une guerre avec les États-Unis

Devant la montée en véhémence des propos, la Russie espère que la situation n'arrive pas à un point de non-retour, l'armée russe étant présente en Syrie.

Source : [la Tribune \(12 avril\)](#)

Commentaire : pour rappel, l'armée russe est présente légalement en Syrie (à la demande du gouvernement syrien démocratiquement élu), contrairement aux États-Unis qui y sont en dehors de tout droit international.

Et pendant ce temps, les Russes patrouillent dans Douma libérée

Pendant que les Occidentaux s'agitent, tweetent et téléphonent, les Russes agissent. Jeudi 12 avril, la police militaire russe s'est déployée dans Douma à l'issue de négociations avec les islamistes.

Source : [Boulevard Voltaire \(12 avril\)](#)

François Asselineau demande aux parlementaires d'engager la destitution du président de la République, selon l'article 68 de la Constitution.

La décision solitaire de Macron est ainsi non seulement contraire à la prudence et à la sagesse dont doit faire preuve

un chef d'État lorsque la paix mondiale est en jeu, mais elle est illégale au regard de la Charte de l'ONU et du droit international, et elle bafoue l'esprit même des institutions et de la démocratie. Le président de la République vient ainsi de faire preuve d'un « manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat », selon les termes précis que requiert l'article 68 de la Constitution pour engager la procédure de destitution du chef de l'État. François Asselineau demande donc aux parlementaires français de se constituer immédiatement en Haute Cour et d'engager la procédure de destitution du président de la République prévue par l'article 68 de la Constitution. François Asselineau avait quelques jours auparavant demandé solennellement au président de la République de ne pas intervenir militairement en Syrie.

Source : [UPR \(11 avril\)](#) [UPR \(14 avril\)](#)

Frappes en Syrie menées par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni

Les frappes étaient censées cibler des complexes liés aux armes chimiques. La Russie annonce que 71 missiles sur 103 ont été interceptés.

Source : [Europe 1 \(14 avril\)](#)

Commentaire : sans mandat de l'ONU, et, pis encore, sans preuve, ces trois pays agissent hors du droit international. Une déflagration entre États-Unis et Russie a pu être évitée pour deux raisons : l'Occident a frappé suffisamment à l'écart des bases russes, et la Russie s'est abstenue d'intervenir (contrairement à ses intentions affichées initialement), tout en mettant en avant la très grande efficacité des systèmes de défense syriens.

Des employés d'un centre bombardé assurent qu'ils ne produisaient pas d'armes chimiques

Le bâtiment détruit correspondait à un centre de recherche

dans la pharmaceutique et l'industrie chimique civile. Les employés font constater que s'il y avait eu des armes chimiques, ils ne seraient pas ici pour en témoigner !

Source : [l'Express \(14 avril\)](#)

Commentaire : et si ces bombardements, sans objet, illégaux et sans efficacité, n'avaient finalement été qu'un moyen pour l'Occident de sortir la tête haute par rapport à l'opinion publique nourrie à la propagande otanienne ?

Les Anglais protestent contre les Frappes sur la Syrie

Les Français, eux, sont complètement anesthésiés peut être par les médias va t-en guerre

c'est beau ce que l'on peut faire avec la propagande de guerre

Our reporter Alex Ballinger is live from the protest against bombing Syria

Gepostet von [Bristol.Live](#) am Montag, 16. April 2018

Donald Trump était prêt à frapper des sites russes et iraniens en Syrie.

Le chef du Pentagone James Mattis s'est fermement opposé à ces frappes, si bien que le Président américain a dû accepter la conception d'un «scénario hybride»..

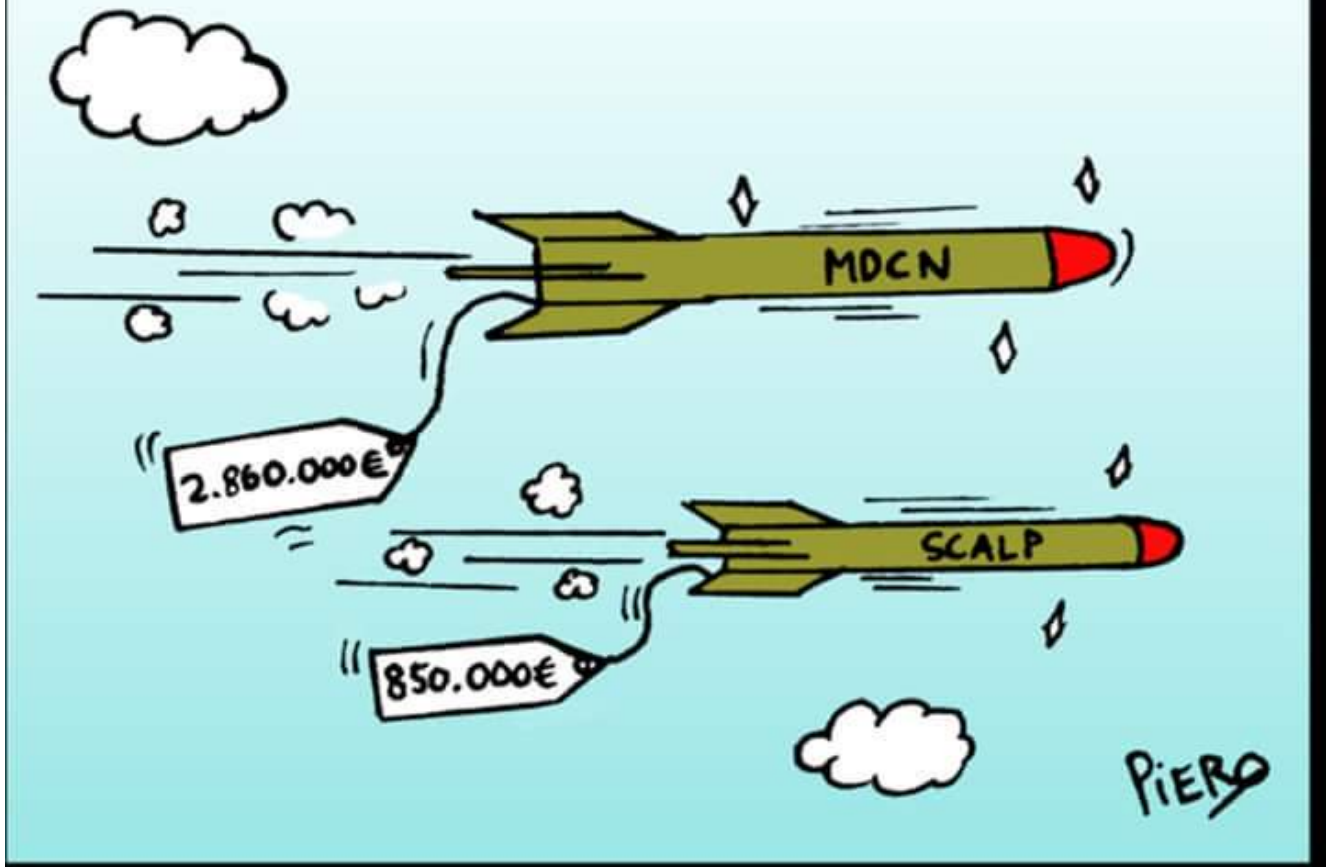
A tout moment, des dérapages graves pouvant conduire à la guerre peuvent arriver.

Dans ce grand jeu international, la France aurait une voix apaisante à porter dans le respect du droit international. Souvenons nous de la fierté que nous avons tous éprouvé lors du [mémorable discours effectué par Dominique de Villepin à l'ONU](#).

Avec l'UPR, la France redeviendra le porte parole de la liberté des peuples du monde.

Source : [Sputnik \(16 avril\)](#)

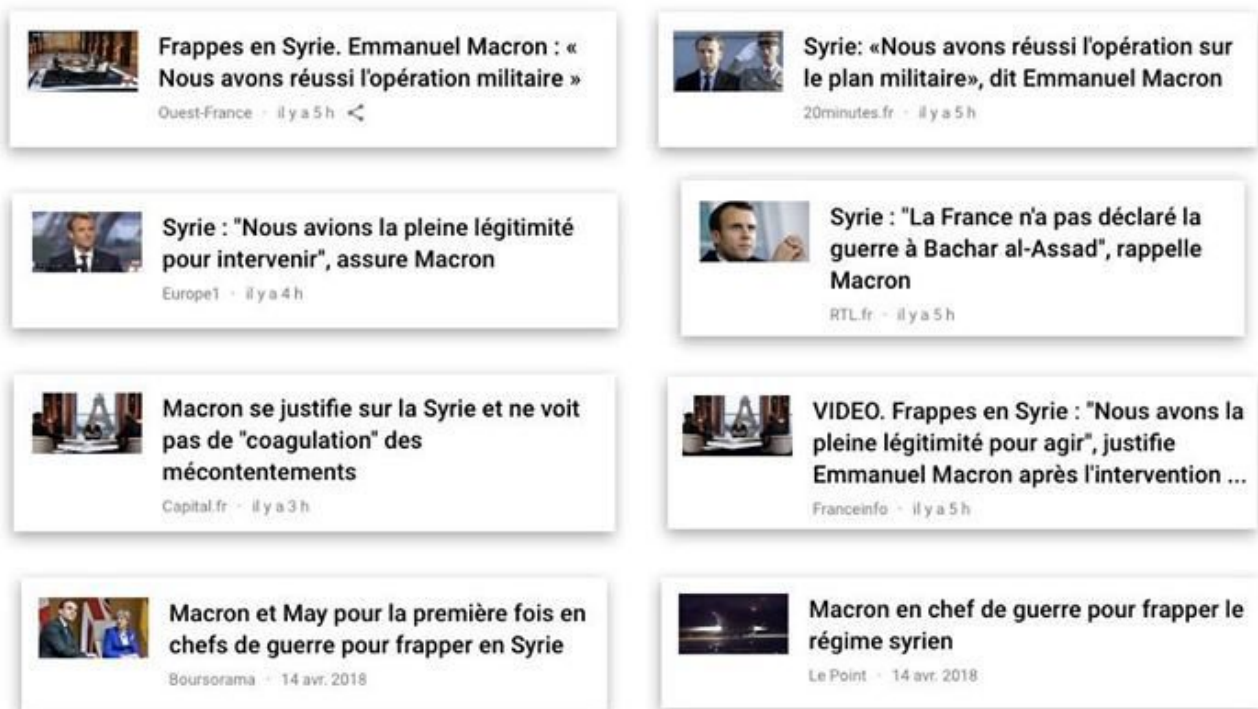
ILS SONT BEAUX NOS IMPÔTS



Propagande de Guerre

Pendant que les médias anglais questionnent ouvertement les frappes en Syrie sur le fond et qu'une véritable polémique frappe le gouvernement de Theresa May, en France, ça passe comme une lettre à la poste. Pourquoi un tel fossé ? À l'exception de quelques titres, la grosse majorité des articles sur le sujet ne font que relayer la parole présidentielle qui se veut rassurante, avec une complaisance manifeste qui devient malsaine. E. Macron n'a plus qu'à ajuster sa communication avec l'assurance d'être relayé par une part significative des canaux d'information. Quand on connaît la proportion de lecteurs qui vont pas plus loin que les titres, ça laisse songeur.

À QUEL MOMENT LES MÉDIAS SONT-ILS DEVENUS LES PORTES-VOIX DU POUVOIR ?



[Master Class Propagande] "Syrie : l'inéluctable riposte occidentale", par Le Monde

Résumé : Olivier Berruyer analyse un véritable article de propagande de guerre parue dans le journal Le Monde.

Source : [Les Crises \(10 avril\)](#)

Commentaire : Les médias de masse servent de la propagande de guerre. Leur indépendance vis à vis des influences atlantiques est douteuse. Une fois au pouvoir, l'UPR [rétablira la liberté de la presse](#) et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et étrangères.

Un journaliste américain dénonce la propagande sur l'attaque chimique en Syrie

Il remet en doute la version occidentale des événements : pas

de preuves, et pas de sens politiquement alors que la Syrie était sur le point de gagner la guerre. Il dénonce la manipulation de l'opinion publique américaine.

Source : [RT \(11 avril\)](#)

Véto Russe à l'ONU : média VS Réalité

Très peu de médias ont parlé des 3 résolutions dont deux des Russes au sujet de l'attaque chimique supposée en Syrie.

Attaques chimiques présumées en Syrie : trois résolutions rejetées

La Russie a mis un veto à une demande de commission indépendante enquêtant sur place, ses positions n'ayant pas été prises en compte. Elle a émis une autre résolution, soumettant les conclusions de la commission au Conseil de sécurité de l'ONU. Celle-ci a été rejetée par les pays de l'OTAN, ainsi qu'une troisième résolution russe demandant à l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) d'enquêter sur place.

Source : [Europe 1 \(11 avril\)](#)

Commentaire : la Russie a dû être échaudée par le caractère « indépendant » de la commission. En effet, l'indépendance est toujours relative : qui aurait nommé cette commission indépendante ? Et pourquoi, en effet, le Conseil de sécurité n'est-il pas le plus légitime pour chapeauter la commission d'enquête ?

Les chiens de Garde à l'affut

Lorsque le discours ne plait pas, le chien de Garde de service (blonde pour l'occasion) coupe brutalement la parole.

L'intervention de Michel Collon

en 2013 dans une émission qui n'existe plus reste totalement d'actualité

Les Preuves ?

Ce qui se passe dans la tête d'un citoyen français en 2018 à qui on affirme l'existence de preuves, sans démonstrations ni explications :

« Bon, d'accord, voici la preuve que des armes chimiques ont bien été utilisées par Assad »



[Frappes Syrie] Les “preuves” présentées par Le Drian : le vide comme nouveau fondement juridique à l’agression

Nous sommes en droit, surtout après l’expérience irakienne, de demander des preuves solides, et un minimum de transparence. Espérons donc que le gouvernement présentera prochainement des éléments plus solides (et qu’il avait en sa possession AVANT les frappes).

<https://www.les-crises.fr/frappes-syrie-les-preuves-presentees-par-le-drian-le-vid-e-comme-nouveau-fondement-juridique-a-l-agression/>

Aucune trace d'armes chimiques sur le site de l'attaque présumée à Douma, selon l'armée russe

C'est la conclusion d'experts en matière de guerre radiologique, chimique et biologique, ainsi que de médecins qui ont inspecté la zone.

Source : [RT \(9 avril\)](#)

Commentaire : rien à constater non plus d'ailleurs chez les [médecins syriens](#) qui n'ont pas vu arriver de victimes d'attaques chimiques.

Le Secrétaire de la Défense des Etats-Unis, Jim Mattis avoue devant le congrès américain qu'il n'a pas de preuves sur la provenance des armes chimiques en Syrie

« Nous n'avons pas de troupes engagées sur place, je ne peux pas vous dire que nous avons des preuves sur l'attaque chimique, même si nous avons des pistes via les médias et les réseaux sociaux [!] que de la chlorine ou du sarin a été utilisé ».

Source : [AMN \(12 avril\)](#)

La France affirme détenir des preuves d'attaques chimiques en Syrie

D'après des témoignages de médecins indépendants, une première attaque aurait été réalisée avec du chlore, et une seconde avec du chlore et un agent neurotoxique.

Source : [France info \(13 avril\)](#)

Commentaire : on attend plus de détails sur les preuves, mais

force est de constater que les frappes, elles, n'ont pas attendu.

Moscou : Londres impliquée dans la mise en scène de l'attaque chimique présumée

La vidéo montre des témoins présents à la prétendue attaque... et qui ne souffrent de rien. Des personnes sont entrées dans l'hôpital, caméra en main, semant la panique, criant à l'attaque chimique, et arrosant d'eau les gens.

Source : [RT \(13 avril\)](#)

Des témoins présents à l'hôpital de Douma lors de l'attaque chimique présumée.

Note d'évaluation nationale sur l'attaque chimique supposée du 7 avril à Douma

Quelque temps après les frappes illégales perpétrées en Syrie par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne dans la nuit du 13 au 14 avril, le gouvernement français a publié [une note d'évaluation nationale sur l'attaque chimique supposée du 7 avril à Douma](#) et sur le programme chimique syrien clandestin, emboîtant le pas au rapport similaire publié par la Maison-Blanche.

Ce document a été analysé par Solidarité et Progrès

<http://www.solidariteetprogres.org/le-monde-en-devenir-chroniques-du/frappes-syrie-macron-evaluation-nationale.html>

En quête de vérité dans les décombres de Douma – et les doutes d'un médecin sur l'attaque chimique, par Robert Fisk

Source : [Les Crises \(17 avril\)](#)

Le très diplomatique Macron

Interview de Macron: La Maison blanche contredit le président et affirme que les Etats-Unis ne resteront pas en Syrie

<https://www.20minutes.fr/politique/2255627-20180416-interview-macron-maison-blanche-contredit-president-affirme-etats-unis-resteront-syrie>

Macron affirme avoir «convaincu» Trump de «rester dans la durée» en Syrie

«Je vous rassure, nous l'avons convaincu qu'il fallait rester dans la durée»

15/04/2018 Agence France-Presse

"Il y a 10 jours, le président Trump disait les États-Unis d'Amérique ont vocation à se désengager de la Syrie. Nous l'avons convaincu, nous l'avons convaincu qu'il était nécessaire d'y rester (...). Je vous rassure, nous l'avons convaincu qu'il fallait rester dans la durée"

Interview de Macron: La Maison blanche contredit le président et affirme que les Etats-Unis ne resteront pas en Syrie

« La mission américaine n'a pas changé. Le président a dit clairement qu'il veut que les forces américaines rentrent dès que possible », a indiqué dans un communiqué la porte-parole de la Maison blanche, Sarah Sanders.

La Presse au secours de Macron:

Petit couac de communication

(20minutes.fr)

LE FIGARO.fr

Syrie : malentendu entre Macron et Trump ?

RTL

Emmanuel Macron a-t-il parlé trop vite ?
dimanche 15 avril face à Jean-Jacques

#Ankara ☐☐ : les relations russo-turques sont trop fortes pour pouvoir être rompues par #Macron

☐☐ <https://t.co/IMSRWreXdh> #Turquie #Russie #Syrie
pic.twitter.com/AzCWPVGlrr

– RT France (@RTenfrançais) [April 16, 2018](#)

ACCUEIL » MONDE » SYRIE

Syrie: Vladimir Poutine met Emmanuel Macron en garde contre tout «acte irréfléchi et dangereux»

DIPLOMATIE La Russie, qui dément toute attaque chimique et parle de « mise en scène » des rebelles...

20 Minutes avec AFP | Publié le 13/04/18 à 20h39 — Mis à jour le 13/04/18 à 21h21

14 COMMENTAIRES 33 PARTAGES



À LIRE AUSSI

- 12/04/18 | MONDE «On a l'impression que chacun veut sa petite guerre», estime Marine Le Pen
- 11/04/18 | MONDE Trump promet des missiles mais rien n'est décidé sur la Syrie

Europe 1 **dd**

POLITIQUE SOCIÉTÉ INTERNATIONAL ECO PARIS CULTURE SPORT NOS S

Syrie : Emmanuel Macron démenti par la Maison-Blanche

07h31, le 16 avril 2018, modifié à 08h50, le 16 avril 2018

En réponse à Emmanuel Macron qui disait avoir "convaincu" Donald Trump de rester en Syrie, la Maison-Blanche a apporté un démenti dimanche soir. Le retrait des forces américaines reste d'actualité, a assuré la porte-parole du président américain dans un communiqué.

EDITION FR **HUFFPOST**

POLITIQUE ÉCONOMIE INTERNATIONAL CULTURE LE BON LIEN C'EST LA VIE LE HUFFPLAY

235 f t G+ p in

16/04/2018 14:21 CEST | Actualisé il y a 9 heures

Frappes en Syrie: Emmanuel Macron contredit par deux fois par la Turquie

"Par ces frappes et cette intervention, nous avons séparé sur ce sujet, les Russes, des Turcs", avait affirmé le président pendant son interview.

Par Geoffroy Clavel



Un peu d'histoire

La Position de François Fillon sur la Russie.

Les opinions de François Fillon envers la Russie lui ont probablement valu son élection.

La meute Journalistico-judiciaire lui a fait la peau, grandement aidé par la Haute autorité financière opportunément créée par Hollande.

#Syrie La question fondamentale, c'est la Russie. Si on ne veut pas dialoguer avec la Russie, on va finir par entrer dans une confrontation.

Gepostet von [François Fillon](#) am Donnerstag, 20. April 2017

Le Discours de Dominique de Villepin devant l'ONU en 2003

En 2003 Dominique de Villepin portait fièrement la voix de la France devant l'ONU et s'opposait à l'attaque de l'Irak.

Interpellons nos députés et sénateurs sur l'attaque de la France en Syrie

François Asselineau a lancé un appel aux députés.

<https://www.upr.fr/actualite/syrie-asselineau-appelle-a-la-d-estitution-de-macron-par-larticle-68-de-la-constitution--version-integrale>

Déclaration d'António Guterres (secrétaire général des Nations Unies)

Relayons cet appel au député de notre circonscription et à notre sénateur.

Voici ci-dessous un exemple de courriel

1 Cas du député de votre circonscription

Madame la députée de la X^{ème} circonscription des Yvelines,

La France s'est engagée, avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis dans une attaque de la Syrie, en se prévalant de l'article 35 de notre constitution. Contrairement à son article 16 relatif à l'intégrité de notre territoire, il s'agit ici de ne revendiquer rien de moins qu'un acte de guerre sur un pays souverain.

C'est inadmissible et irresponsable de la part de notre

président de la République française.

Vous avez été élue députée de ma circonscription et vous connaissez les droits du parlement conférés par notre constitution. Aussi, en qualité de simple citoyen, je vous adjure d'engager la procédure de destitution du président de la République en application de l'article 68 de la constitution.

Si vous vous y refusiez, je vous demanderai de m'en informer dans les meilleurs délais et de vous justifier.

Je vous prie d'agréer, Madame la députée, l'assurance de mes salutations distinguées.

La liste des députés des Yvelines :

- [M. Didier Baichère](#) (1ère circonscription)
- [M. Jean-Noël Barrot](#) (2ème circonscription)
- [Mme Aurore Bergé](#) (10ème circonscription)
- [Mme Yaël Braun-Pivet](#) (5ème circonscription)
- [Mme Florence Granjus](#) (12ème circonscription)
- [Mme Nadia Hai](#) (11ème circonscription)
- [Mme Marie Lebec](#) (4ème circonscription)
- [M. Bruno Millienne](#) (9ème circonscription)
- [Mme Béatrice Piron](#) (3ème circonscription)
- [Mme Natalia Pouzyreff](#) (6ème circonscription)
- [Mme Michèle de Vaucouleurs](#) (7ème circonscription)
- [M. Michel Vialay](#) (8ème circonscription)

2 Cas de Gérard Larcher président du Sénat, sénateur

Monsieur le Président, Monsieur le Sénateur,

La France s'est engagée, avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis dans une attaque de la Syrie, en se prévalant de l'article 35 de notre constitution. Contrairement à son article 16 relatif à l'intégrité de notre territoire, il s'agit ici de ne

revendiquer rien de moins qu'un acte de guerre sur un pays souverain.

C'est inadmissible et irresponsable de la part de notre président de la République française.

Vous êtes président du Sénat et vous connaissez les droits du parlement conférés par notre constitution. Aussi, en qualité de simple citoyen, je vous adjure d'engager la procédure de destitution du président de la République en application de l'article 68 de la constitution.

Vous voudrez bien m'informer de votre décision et m'apporter toutes justifications utiles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Monsieur le Président, Monsieur le Sénateur, [@gerard_larcher](#)

Le président Macron a revendiqué un acte de guerre envers un pays souverain.

Je vous adjure d'engager la procédure de destitution du président de la République en application de l'article 68 de la constitution.

– Alexis Comte ☐ ☐☐ (@ComteAlexis) [April 16, 2018](#)

La liste des sénateurs des Yvelines :

LARCHER Gérard	Sénateur sortant, président du Sénat
PRIMAS Sophie	Sénatrice sortante, maire d' Aubergenville
SCHMITZ Alain	Ancien président du conseil général des Yvelines et ancien sénateur
de CIDRAC Marta	Première adjointe au maire de Saint-Germain-en-Laye
LAUGIER Michel	Président de la CA Saint-Quentin-en-Yvelines , maire de Montigny-le-Bretonneux
LÉVRIER Martin	Conseiller municipal de Versailles

Exemple plus détaillé d'une lettre envers un député :

Monsieur le député,

Le 14 Avril à 3 heures du matin (heure de Paris), notre président Emmanuel Macron a décidé unilatéralement d'associer nos forces militaires aux côtés de celles du Royaume-Uni et des Etats-Unis dans une attaque éclair contre la République Arabe de Syrie.

En se prévalant de l'article 35 alinéa 2 de notre constitution, notre président a engagé une opération militaire extérieure en dépit de toute menace ou agression opérée par une armée étrangère et portant directement atteinte aux intérêts majeurs de la république Française au sens de l'article 16 de notre constitution qui définit le risque « d'une manière grave et immédiate » pour « l'intégrité du territoire », « l'indépendance de la Nation » ou encore « l'exécution de ses engagements internationaux ».

Cette opération s'est faite à la suite de la publication [d'un rapport classifié du ministère des armées intitulé « attaque chimique »](#) daté du 07 avril dernier et dont les conclusions sont issues pour une bonne part de témoignages, photos et vidéos relayés par les réseaux sociaux.

Ainsi donc, la décision d'envoyer en urgence nos armées détruire des positions militaires Syrienne ainsi qu'un centre de recherche scientifique interpelle quant à sa chronologie un jour avant que les inspecteurs de l'OIIAC puissent réaliser leurs constatations sur place en toute neutralité.

Par ailleurs, eu égard aux enjeux importants soulevés par cette intervention et du risque d'escalade réel entre plusieurs grandes puissances nucléaires, rien ne justifiait en l'absence de preuve concrète la violation du Droit International Public conféré par l'Article 2 alinéa 4 Chap.1 de la Charte de l'ONU. Pas même le principe de légitime défense rappelé par Mr François Delattre (représentant permanent de la France au Conseil de sécurité de l'ONU) conféré par l'Article 51 Chap.7 de la Charte de l'ONU.

A ce propos, il convient de rappeler que l'usage unilatéral et « punitif » de la force armée d'un Etat contre un autre Etat contrevient aux principes directeurs de la charte des nations unies pour laquelle la France est signataire et membre fondateur.

Dans ce contexte, l'alignement erratique de Mr Macron aux décisions américaines sans aucune concertation préalable avec le parlement, ni aucune explication claire adressé à la nation à priori comme à posteriori suscite à minima l'inquiétude mais plus encore le doute lorsque l'opacité autour des preuves détenues par le Ministère Français des armées est sciemment maintenu.

Ainsi convaincu dans cette affaire :

- de l'absence de base juridique à l'intervention militaire en Syrie,
- de la totale soumission de Mr Macron aux intérêts géostratégiques édictés par Washington,
- de l'atteinte portée par Mr Macron à la fonction présidentielle et à l'image de la France dans le monde ;

Je considère que cette prise de position guerrière est contraire aux intérêts stratégiques de la France et constitue un « manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat » puisque en vertu de l'article 68 de la Constitution modifié, « quel que soit l'acte commis par le chef de l'Etat, cet acte ne doit pas nuire à sa fonction ».

Pour toutes ces raisons et en votre qualité de député de la XX^{ème} circonscription des Yvelines vous connaissez les droits du parlement conférés par notre constitution dans ce cas précis.

J'ai donc l'honneur de vous demander d'intervenir pour engager la procédure de destitution du président de la République en application de l'article 68 de la constitution et en vous

demandant de bien vouloir relayer ma requête auprès de vos confrères à l'assemblée.

Si en définitive vous vous y refuseriez, je souhaiterais vivement que vous portiez à ma connaissance les raisons qui justifient votre décision en ma qualité de simple citoyen.

Je vous remercie vivement pour votre intérêt, et vous prie d'agréer, Monsieur le Député, l'assurance de ma parfaite considération.

Revue de presse du 8 avril au 14 avril

Routes dégradées

Les conditions météorologiques de cet hiver ont mis à mal le réseau routier français, déjà fragilisé depuis plusieurs années par un manque d'entretien régulier. La décentralisation et la suppression de la DDE (direction départementale de l'équipement) ont provoqué une panne d'ingénierie dans la réflexion sur la réfection des routes. L'arrivée des intercommunalités ont provoqué de la confusion sur la question des compétences.

Source : [Batiactu \(10 avril\)](#)

Commentaire : L'asphyxie volontaire par la baisse des dotations aux communes pour les forcer à fusionner ont fortement réduit les dépenses d'entretien des voiries. Toutes ces réformes qui n'avaient pour but que la promotion des [euro-régions](#) ont eu un effet désastreux sur l'entretien régulier des routes et aboutissent maintenant à une situation

catastrophique où l'entretien curatif va coûter beaucoup plus cher que l'entretien préventif.

Emmanuel Macron et les photographes: le mépris

Désormais, les photographes, lors des déplacements présidentiels, sont placés à bonne distance, parqués dans des espaces réduits ou, au mieux, sélectionnés dans des "pools" avec charge pour eux de distribuer ensuite les photos à leurs infortunés collègues. l'Elysée fait le choix de la communication, de l'hyper contrôle au détriment de l'information et au mépris d'une profession, celle de photographe politique, qui se voit empêcher de bien faire son travail et d'accomplir sa mission... d'information. Circulez il n'y a rien à voir!... Ou plutôt ce qu'il y a à voir est de la pure communication que, ailleurs, dans des régimes moins libres que le nôtre, on appellerait de la propagande. Comment appeler ces photos qui ne montrent pas la vérité, qui n'ont rien de naturel, qui forcent le trait ou estompent le réel ou l'arrangent?... Comment les appeler sinon – par provocation et en espérant qu'un peu d'outrance réveillera l'indignation – des "fake photos"?

Source : [Polka Magazine \(10 avril\)](#)

L'industrie alimentaire européenne est en train de tuer la deuxième plus grande forêt du monde

Une nouvelle enquête internationale de l'ONG Mighty Earth, Rainforest Foundation Norway et Fern, révèle que la culture du soja en Amérique latine est dramatique pour la forêt, la santé des populations locales et les droits de l'Homme. Le soja cultivé pour nourrir les animaux en Europe entraîne la déforestation de l'écosystème du Gran Chaco en Argentine et au Paraguay. Le climat rude de la région du Gran Chaco n'est pas

adapté à la culture du soja. Les agriculteurs redoublent alors de pesticides toxiques et d'engrais chimiques pour faire pousser leurs cultures. En France en 2016, 3,9 millions de tonnes de produits à base de soja ont été importés d'Amérique latine, majoritairement pour l'alimentation des élevages porcins et de volaille. Sur l'ensemble de l'Europe c'est 27,8 millions de tonnes.

Source : [Daily Geek Show \(13 avril\)](#)

Commentaire : Le modèle d'agriculture ultra-productiviste inscrit dans le marbre des traités européens est toxique pour l'ensemble de la planète. Où est la logique de devoir importer des denrées alimentaires de l'autre bout du monde en dépensant des tonnes d'énergie fossile dans le transport alors que nous pourrions tout à fait acquérir une autosuffisance alimentaire.

Charente : un paysan menacé d'amende car il ne gagne pas assez

La direction départementale des territoires (DDT) a décidé de réclamer le remboursement d'une partie des aides perçues lors de l'installation du paysan en 2009. Le motif : il faut gagner l'équivalent d'un smic, mais pas plus de trois !

Source : [Le Parisien \(8 avril\)](#)

Commentaire : Bouleversant témoignage de cet authentique résistant agricole pris dans les aberrations volontaires mises en place pour [remplacer notre agriculture familiale et de qualité](#) par les logiques industrielles et productivistes de l'agro-business. Tout ce processus étant largement encouragé par les traités européens et l'[article 39 du TFUE](#).

Les «aliments qui empoisonnent»

Trop de produits industriels contiennent des ingrédients nocifs. 60 millions de consommateurs dénoncent les dérives d'une alimentation ultra-transformée à notre insu. Du chocolat en poudre qui contient plus de sucre que de cacao, aux additifs interdits dans les yaourts, la revue (éditée par l'Institut national de la consommation, un établissement public dépendant du ministère en charge de la consommation) épingle plus de 100 produits de grande consommation.

Source : [La Tribune de Genève \(12 avril\)](#)

Commentaire : C'est une fierté que d'avoir encore en France des organismes publics qui prennent à cœur l'intérêt des citoyens. Espérons que, malgré le fait qu'ils dérangent probablement certains intérêts financiers amis du pouvoir en place, ils pourront tout de même passer à travers les mailles des coupes sombres macronistes.

L'Ukraine demande l'abandon du projet Nord Stream 2

Le projet de gazoduc Nord Stream 2 doit acheminer le gaz russe en passant par la mer Baltique en contournant donc l'Ukraine et la privant ainsi de droits de transit.

Source : [Romandie \(9 avril\)](#)

Pétro-yuans : la guerre commerciale étendue au front pétrolier ?

Depuis la fin mars, la bourse internationale de l'énergie de Shanghai propose des contrats à terme sur le pétrole libellés en yuans, la devise chinoise. Il s'agit d'une révolution dans le monde pétrolier dont la principale devise de référence était jusqu'à présent le dollar. Pour contourner les sanctions américaines, l'Iran a accepté dès 2012 des transactions en yuans, de même que la Russie depuis 2014 (ainsi qu'en roubles)

et le Venezuela en 2017, l'Angola étant susceptible de compléter la liste en 2018.

Source : [Boursorama \(9 avril\)](#)

Boues japonaises : un gisement «quasi infini» de terres rares

Au Japon, de massifs gisements de terres rares pourraient combler pendant des siècles les besoins mondiaux. Ces minéraux sont utilisés notamment dans les fabrications de haute technologie, d'où une demande en forte croissance.

Source : [RTL \(11 avril\)](#)

[Master Class Propagande] “Syrie : l'inéluctable riposte occidentale”, par Le Monde

Résumé : Olivier Berruyer analyse un véritable article de propagande de guerre parue dans le journal Le Monde.

Source : [Les Crises \(10 avril\)](#)

Commentaire : Les médias de masse servent de la propagande de guerre. Leur indépendance vis à vis des influences atlantiques est douteuse. Une fois au pouvoir, l'UPR [rétablira la liberté de la presse](#) et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et étrangères.

Un journaliste américain dénonce la propagande sur l'attaque chimique en Syrie

Il remet en doute la version occidentale des événements : pas de preuves, et pas de sens politiquement alors que la Syrie était sur le point de gagner la guerre. Il dénonce la manipulation de l'opinion publique américaine.

La Communauté d'agglomération Saint-Germain Boucles de Seine va-t-elle exploser ?

La Communauté d'agglomération Saint-Germain Boucles de Seine (CASGBS), regroupant 20 communes, vit-elle ses dernières heures ? Son avenir est aujourd'hui suspendu à une prochaine décision du tribunal administratif qui doit se prononcer sur différents **recours** lancés, en 2015, contre sa création. À l'époque, l'ensemble des communes de la Communauté d'Agglomération de la Boucle de la Seine (CABS) voit d'un très mauvais œil la volonté de l'État de leur imposer, à compter du 1er janvier 2016, une fusion avec la Communauté d'Agglomération Saint-Germain Seine et Forêts et la Communauté de communes Maisons-Mesnil. Un périmètre auquel le représentant de l'État intégrait également la commune de Bezons.

Voyant que les avis défavorables votés au sein des différents conseils municipaux contre la volonté de l'État de leur imposer ce périmètre ne changeaient rien, les communes avaient décidé de passer à la vitesse supérieure en lançant des recours contentieux en saisissant le **tribunal administratif de Versailles**.

Lors d'une audience au tribunal administratif, jeudi 5 avril, et à la surprise générale, ce dernier s'est prononcé en faveur des demandeurs et a proposé l'annulation de l'arrêté du préfet constituant le périmètre de la CASGBS.

Source : [Actu 78 \(12 avril\)](#)

SQY : Maurepas et Coignièrès bientôt réunies dans une commune nouvelle ?

Les maires de Coignièrès et Maurepas ont annoncé lundi leur envie de fusionner. Réunir les deux villes au sein d'une seule commune nouvelle. Le rapprochement pourrait être acté dès le 1er janvier 2019.

Une décision imposée du fait de la baisse des dotations de l'État depuis 2014. Cette fusion est rendue possible par une loi de 2010. Depuis 2018, la loi de finances autorise les villes de plus de 10 000 habitants à se regrouper, avec un seuil de 150 000 habitants.

La création de la commune nouvelle permet une bonification de 5 % des dotations globales de financement pendant au moins trois ans.

Source : [TV 78 \(11 avril\)](#)

Source : [Actu 78 \(9avril\)](#)

Derrière [la fusion des communes](#), c'est la logique des [euro-régions](#) qui est à l'oeuvre. Les européistes cherchent à remplacer le tryptique [commune – département – Nation] par [Comté – Région – Europe].

Après le Frexit, les français retrouveront leur commune, et leur département. Nos [réformes](#) permettront la suppression de plusieurs centaines d'élus territoriaux et départementaux ce qui entrainera des économies considérables.

Saint Quentin en Yvelines : vers une communauté urbaine ?

Saint-Quentin-en-Yvelines a adopté son budget 2018 mercredi soir. Une question au cœur des discussions : faut-il faire évoluer l'agglomération en une communauté urbaine ?

Ce statut permettrait de trouver des fonds supplémentaires pour le territoire qui pourrait perdre un avantage fiscal dès l'an prochain.

Source : [TV 78 \(12 avril\)](#)

En distribuant les dotations comme il l'entend, l'Etat européen oblige [les communes à fusionner](#) contre leur volonté afin de trouver les fonds nécessaires à leur survie.

Magny-les-Hameaux : la ferme de Buloyer attend toujours un repreneur

Plus de 2 500 m² de serres à l'abandon, 4,5 hectares de terres agricoles en friches... Depuis un an et demi et le départ des Jardins de Cocagne pour raisons financières, la **ferme de Buloyer** à **Magny-les-Hameaux** est inoccupée.

Pour SQY'Pousse, cette ferme du XV^e siècle se prêterait bien à un espace-test agricole (ETA), « une couveuse pour de jeunes agriculteurs, pour leur mettre le pied à l'étrier ».

« Beaucoup de gens ont très peur que Buloyer parte dans les mains d'un promoteur immobilier, indique Philippe Tellier. Ce serait un très mauvais symbole si la vocation agricole disparaissait et qu'on y mettait un hôtel par exemple. »

Le maire, Bertrand Houillon (Génération.s), se dit, lui aussi, inquiet de voir l'agglomération « vendre les lieux. J'avais proposé d'en faire une miellerie, une légumerie... Tout a été refusé par l'agglomération. » Pourtant, selon l'élu magnycois, la ferme a « un très fort potentiel. C'est un lieu de passage entre la vallée de Chevreuse et Saint-Quentin-en-Yvelines. »

Source : [Actu 78 \(13 avril\)](#)

Ce cas est une illustration du désastre amené par [les fusions de communes](#) que l'UPR dénonce.

Un maire, proche de sa commune et de ses citoyens, mais qui est totalement démuné puisqu'il a perdu tout pouvoir et dépend maintenant du bon vouloir mystérieux de la communauté de communes tout comme la France a perdu sa souveraineté au profit des eurocrates de Bruxelles.

Un patrimoine historique et des terres agricoles qui sont laissées à l'abandon car l'entreprise qui les gérait ne s'était pas adaptée au modèle industriel ultra productiviste [inscrit dans le marbre des traités européens avec l'article 39 du TFUE](#) et la concurrence des produits étrangers à bas coûts (de main d'œuvre) qui en découle

Un système régi par la loi de l'argent et du profit qui n'hésitera pas à tout détruire comme pour [la magnifique ferme de la Renaudié près d'Albi](#), sacrifiée pour construire une grande surface supplémentaire inutile. A Albi, ce sont 20 hectares de terres agricoles qui vont être bétonnées pour

rajouter une nouvelle enseigne de Bricolage alors que le centre ville est à l'agonie. La loi de la finance n'a que faire du patrimoine et de la souveraineté alimentaire lorsqu'il faut imposer des grandes surfaces commerciales normalisées et aseptisées.

Et des citoyens qui entrent en résistance pour que ce petit morceau de l'histoire et du patrimoine agricole français ne disparaisse pas. Nous ne pouvons que féliciter le collectif [SQY Pousse](#).

Comité départemental de l'UPR78 le 7 avril 2018 aux Mureaux

Le comité départemental de l'Union Populaire Républicaine des Yvelines UPR78 a réuni une moitié de ses membres samedi 7 avril 2018 aux Mureaux.

La municipalité a facilité la tenue de cet événement et nous l'en remercions.

La formation des douze comités de circonscriptions était à l'ordre du jour. Ceux-ci seront effectifs dans les prochains jours en remplacement de nos anciens secteurs.